



Déjeuner du GNL du 15 juin 2016

« Le Brexit »

Le 15 juin, le Groupe des Nouveaux Lobbyistes (GNL) s'est réuni autour d'un débat sur Brexit. Il a ainsi reçu Charles de Marcilly de la Fondation Robert Schuman et Vivien Pertusot de l'IFRI afin de discuter plus en détail des conséquences d'un Brexit ou d'un Bremain.

Le cadre politique

Retour aux sources

Le 23 janvier 2013, lors de sa campagne pour briguer un second mandat de Premier ministre, David Cameron promet un référendum sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne.¹ Dès son élection au premier trimestre 2015, David Cameron et son gouvernement mènent une série de négociations avec les instances européennes sur des concessions que pourrait accorder l'UE au Royaume-Uni, en échange d'un positionnement du gouvernement britannique en faveur du maintien dans l'Union. Parmi les sujets mis sur la table notons :

- L'immigration et libre circulation des Européens ;
- La monnaie ;
- Le marché unique ;
- La souveraineté, la légitimité démocratique et le transfert de compétences ;
- L'accès au marché du travail

Après des mois de négociations, un compromis sur le "statut spécial" du Royaume-Uni dans l'UE a été trouvé lors du Conseil européen des 18 et 19 février 2016. Le lendemain, le Premier ministre annonce qu'un référendum sur cette question aura lieu le 23 juin 2016 et qu'il fera campagne pour que le pays reste dans l'UE à ces conditions. L'accord inclut les dispositions suivantes :

- **Immigration et libre circulation des Européens** : David Cameron a obtenu de pouvoir limiter certaines aides sociales pour les nouveaux migrants issus de l'UE selon une clause de sauvegarde de sept ans et une échelle graduelle ;
- **La monnaie** : le Premier ministre a obtenu que l'euro ne soit plus considéré comme la monnaie unique de l'UE mais le vocabulaire du texte reste vague sur ce point. Dès lors que l'UE aurait plus d'une monnaie, toute politique décidée par les Etats membres de la zone euro ne serait qu'une option pour les autres Etats
- **Le marché unique** : Afin d'achever la construction du marché unique, le Royaume-Uni souhaite d'une part que la libre circulation des capitaux soit perfectionnée et d'autre part que la réglementation européenne pèse moins sur les entreprises ;
- **La souveraineté** : Pour éviter de se diriger vers une union politique, David Cameron a obtenu que soit ôtée des traités fondateurs la mention sur une "Union sans cesse plus étroite" si l'opportunité de revoir les traités se présente. Il souhaite aussi un renforcement des pouvoirs de contrôle des parlements nationaux.

La campagne : Brexit ou Bremain

Au Royaume-Uni la campagne a battu son plein et touche désormais à sa fin. Sur ces derniers jours, c'est désormais le volet émotionnel qui est engagé au profit d'arguments plus économiques.

Le cœur de la campagne correspondait aux arguments économiques des parties. Les données et études économiques ont ainsi particulièrement été utilisées par le camp du Bremain qui a déployé une grande partie de sa stratégie sur la question du « project fear » en cas de départ de l'UE.

Contre toute attente, l'immigration n'a pas été le point central des débats car la question était politiquement et économiquement trop épineuse. Il est notamment intéressant de voir que les conservateurs ont particulièrement gardé une grande ambiguïté sur ce sujet.

Du côté de la Commission, la stratégie maintenue a été celle de l'absence de prise de position et d'engagement politique. Ainsi, afin de mener à bien les négociations sur un statut spécial, l'exécutif européen a décidé de nommer Jonathan Faull. Ce choix stratégique semble bon puisque Faull a participé de près à la vague de réglementation des services financiers après la crise de 2008. Son rôle l'a mis en étroite contact avec la City de Londres. Décrit comme un homme conciliant, pro-européen et peu politisé, Jonathan Faull a pu permettre à la Commission de garder sa stratégie de négociation et de distanciation des conflits avec le Royaume-Uni. En parallèle, la Commission a tenté de minimiser, lors de cette période de campagne, les interventions de ses Commissaires sur le sujet afin de ne pas s'engager.

En parallèle, les entreprises et banques ne sont globalement pas intervenues dans les débats afin de ne pas influencer négativement la campagne Breain. Celles-ci se mettent désormais à parler un peu plus, mais cela reste néanmoins très sporadique.

Les risques que peut engendrer un Brexit

L'arrivée réelle d'un Brexit : une prise de conscience pour Bruxelles

Jusqu'à présent Bruxelles n'avait pas encore intégré la réelle possibilité d'un Brexit. Aujourd'hui c'est une réelle prise de conscience qui s'est faite. Les derniers sondages montrent un réel coude à coude entre les intentions de vote Brexit et Breain. L'issue du vote est particulièrement incertaine et oblige les institutions à réellement envisager un Brexit.

Les conséquences pour les partis politiques Britanniques

Au niveau national, les conséquences à venir seront multiples.

D'un point de vue politique, un résultat positif du Brexit risque de morceler le paysage politique britannique. Du côté des conservateurs (Torries), on peut constater qu'un grand nombre de députés se sont prononcés en faveur du Brexit ou refusent de se positionner, ce qui laisse Cameron dans une impasse politique, puisque celui-ci voit sa majorité se dissoudre sur la question. En tant que leader, favorable à un Breain, David Cameron devra démissionner en cas de vote pro-Brexit. Commencera alors une lutte politique au sein du parti afin de désigner son successeur, même s'il semblerait que Boris Johnson soit le candidat désigné pour lui succéder. Cette nouvelle arrivée risquerait alors de complexifier les relations entre Bruxelles et Londres.

Du côté des travaillistes, le leadership limité de Jeremy Corbyn risque de prendre un véritable coup. En effet, le parti risque de se déchirer entre les travaillistes puristes désirant revenir à l'esprit politique des années 70 et les travaillistes pro-européens. Le charisme et l'engagement de Corbyn ne pourront vraisemblablement pas contrer une telle scission.

Les conséquences pour le Royaume-Uni et son unité

L'enjeu en cas de Brexit concernera le maintien de l'Ecosse. En effet, la première ministre Ecosse, Nicola Sturgeon, a indiqué qu'en cas de vote favorable au Brexit elle redemandera un vote sur l'indépendance de l'Ecosse afin que celle-ci ne soit pas exclue de l'UE.

En parallèle, la question de l'identité nationale au Royaume-Uni est problématique, tout simplement car le sentiment est inexistant. Ce problème se cristallise notamment autour du leader eurosceptique : Nigel Farage qui joue sur cette question lors des débats politiques.

Ainsi, si le vote pour le maintien dans l'UE est favorable, celui-ci risque de ne pas être majoritaire, et donc de remettre en cause la question d'unité du territoire, puisque l'on risque fortement de voir des désaccords entre les Anglais, les Ecosse, les Gallois, et Londres...

Les conséquences pour l'Union dans son ensemble

Pour l'UE cela signifie :

- Sur le court terme la renégociation de l'accord de février ;
- Légitimer les discours sur la différenciation des Etats ;
- La définition d'un nouveau statut spécial au Royaume-Uni.

L'enjeu de l'intégration européenne

Le choix de la sortie et l'enjeu du coût d'un Brexit, une vision européenne partagée ou collective ?

Deux positions peuvent se partager au sein de l'UE en cas de Brexit. D'une part, le calcul rationnel égoïste des Etats, disant qu'il faut que ce processus coûte cher aux Britanniques, et d'autre part une vision plus collective et rationnelle qui calcule les coûts économiques pour l'UE qu'engendrerait une sortie du Royaume-Uni. Dans cette vision les Etats regarderait ce qui peut contrebalancer une sortie d'un pays riche et fort de la zone UE qui représente près de 13% du PIB Européen.

L'effet contagion

L'effet contagieux existe mais il reste limité notamment pour plusieurs raisons : tous les Etats membres ont besoin du marché intérieur ; le budget européen est d'une importance capitale pour beaucoup de pays ; l'hostilité à l'UE n'est pas majoritaire dans beaucoup d'Etats.

Le réel effet de contagion concernera donc la critique envers l'UE.

Les questions institutionnelles

La première question en cas de demande de sortie concerne la mise en application de l'article 50 et son déclenchement. A quel moment le Royaume-Uni décidera-t-il d'enclencher l'article ? Et comment celui-ci entrera en application ?

La seconde concernera le fonctionnement des institutions européennes : Que faire des députés Britanniques ? Que vont advenir les membres Britanniques de la Commission ? Quelle place auront les députés pendant la période de transition ? L'anglais restera-t-il une des langues de travail de l'UE ? Comment s'organisera la future Présidence du Conseil du Royaume-Uni ? Comment les anglais vont-ils influencer la politique de la future Présidence Maltaise avec qui ils ont des liens étroits ? Qu'advient-il des accords bilatéraux ?

Toutes ces questions sont encore sans réponses et les institutions devront alors se recomposer et trouver des solutions justes et pratiques.

ⁱ Interview de David Cameron chez Bloomberg 2013 : <http://www.bloomberg.com/news/videos/b/d3c09fe3-0212-4f2d-9088-11eb2293c658>